

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 03/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHIMIREC CENTRE EST

Fontenailles
69220 Belleville-en-Beaujolais

Références : UDR-SSDAS-24-78-FP
Code AIOT : 0006103550

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/03/2024 dans l'établissement CHIMIREC CENTRE EST implanté Fontenailles 69220 Belleville-en-Beaujolais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC CENTRE EST
- Fontenailles 69220 Belleville-en-Beaujolais
- Code AIOT : 0006103550
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement CHIMIREC CENTRE EST sis à Belleville-en-Beaujolais est un établissement secondaire de la société du même nom. La société CHIMIREC CENTRE EST est spécialisée dans la collecte, le recyclage et la valorisation de déchets industriels. À ce titre, l'exploitation du site de Belleville-en-Beaujolais est soumise à autorisation préfectorale dans le cadre du régime ICPE,

rubriques 2718 et 3550.

La société CHIMIREC travaille notamment en collaboration avec l'éco-organisme CYCLEVIA, chargé de la récupération et de la valorisation des huiles et lubrifiants industriels depuis près de 2 ans. La zone de chalandise de CHIMIREC, pour la collecte d'huiles usagées, s'étend sur 6 départements

L'exploitation du site de Belleville nécessite en particulier l'utilisation de quatre cuves destinées au stockage temporaire d'huiles usagées collectées dans la région.

L'activité du site est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18/10/1995, modifié par arrêtés préfectoraux complémentaires en 1997 (modification de l'article 8), en 2014 (création de la rubrique 2718) et en 2018 (création de la rubrique 3550).

L'inspection du 22/03/2024 est réalisée dans le cadre du Plan de Contrôle Pluriannuel de Contrôle (PPC) de l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Déchets	Arrêté Préfectoral du 18/10/1995, article III-3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Eaux	Arrêté Préfectoral du 18/10/1995, article IV-2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Incendie	Arrêté Ministériel du 18/10/1995, article VIII-5	Demande d'action corrective	2 mois
6	Incendie	Arrêté Ministériel du 18/10/1995, article VIII-8	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déchets	Arrêté Préfectoral du 18/10/1995, article III-4	Sans objet
3	Réservoirs aériens	Arrêté Préfectoral du 18/10/1995, article IX	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de l'inspection du 22/03/2024 :

- la nécessité pour l'exploitant de justifier des autorisations et agréments de la société italienne chargée de traiter les huiles usagées collectées par CHIMIREC ;
- une incohérence entre les conditions "réelles" de rejet des effluents pluviaux du site de Belleville et celles prévues par l'arrêté du 18/10/1995, nécessitant des précisions de la part de l'exploitant ;
- un besoin d'actualisation du plan des moyens d'intervention incendie sur le site de Belleville, et de justification de la réalisation en 2023 d'une session de formation au maniement des extincteurs auprès du personnel habilité à intervenir sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/1995, article III-4
Thème(s) : Risques chroniques, Registres
Prescription contrôlée : L'exploitant tiendra à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées les registres suivants [...]
Constats : L'exploitant utilise le système UNICOM pour enregistrer les entrées et sorties de déchets de type Huiles usagées pour le site de Belleville-en-Beaujolais. L'Inspection demande à l'exploitant de réaliser une extraction du registre dématérialisé pour l'année 2023. L'extraction fait apparaître, pour l'année 2023, un tonnage total de près de 2002 tonnes d'huiles collectées. Le tonnage en sortie est de 1800 tonnes. L'exploitant indique que l'écart est dû à la méthode de détermination du tonnage en entrée, ce dernier étant simplement estimé par le client producteur des huiles collectées, tandis que les huiles exportées sont pesées en sortie par CHIMIREC. Pour le registre d'entrée d'huiles, on constate la présence des items requis par l'arrêté du 18/10/95 (date, référence, nature huiles, poids d'huiles et référence transporteur). Idem pour le registre de sorties d'huiles. CHIMIREC envoie les huiles collectées vers l'Italie, dans un centre de régénération d'huiles exploité par la société ITELYUM REGENERATION S.R.L. À noter que la collecte d'huiles usagées doit être tracée par un Bordereau de Suivi de Déchets Dangereux depuis le 1er janvier 2024. Cette échéance est en effet prévue à l'article 3 du décret n° 2021-1395 du 27 octobre 2021 relatif à la gestion des huiles usagées et à la responsabilité élargie des producteurs d'huiles minérales ou synthétiques, lubrifiantes ou industrielles. Dans ce cadre, CHIMIREC accompagne les clients producteurs d'huiles dans le processus de création de comptes TrackDéchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/1995, article III-3
Thème(s) : Risques chroniques, Élimination
Prescription contrôlée : Les huiles usagées collectées ne pourront être valorisées ou éliminées que dans des installations autorisées et agréées à cet effet [...]
Constats : Dans la continuité du point de contrôle précédent, l'Inspection demande à l'exploitant de justifier

des agréments et autorisations dont dispose la société italienne ITELYUM REGENERATION S.R.L., dans le cadre de ses activités de traitement d'huiles usagées.
L'Inspection constate que l'exploitant est dans l'incapacité de présenter les documents demandés en séance.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'Inspection demande à l'exploitant de lui transférer les documents justificatifs relatifs aux agréments et autorisations de la société ITELYUM REGENERATION S.R.L.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Réservoirs aériens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/1995, article IX
Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs aériens
Prescription contrôlée : Les réservoirs devront être résistants, étanches, solidement amarrés et protégés contre les agressions mécaniques extérieures du fait notamment des véhicules [...]
Constats : L'exploitant indique procéder à l'inspection visuelle des réservoirs aériens tous les 6 mois en interne, et tous les 5 ans via un organisme habilité (APAVE), conformément aux prescriptions de l'arrêté du 18/10/95. La dernière fiche de contrôle des cuves, par l'exploitant et datant du 14/12/2023, est présentée. Celle-ci n'indique pas d'écart particulier concernant l'intégrité des cuves du site. Quant au dernier rapport de l'APAVE (19/02/2020), les observations de l'organisme ont été soldées suite à la dernière visite de l'Inspection sur le site de Belleville (26/10/2021). Par ailleurs, la visite terrain de l'inspection du 22/03/2024 ne révèle pas de défaut d'intégrité des cuves et des protections en place sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/1995, article IV-2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : [...] La qualité des eaux rejetées devra respecter les normes fixées par le cahier des charges de la zone industrielle et au minimum celles suivantes : [...]
Constats :

<p>L'exploitant indique que les eaux pluviales collectées sur site sont infiltrées dans le sol, après traitement dans un séparateur à hydrocarbures. CHIMIREC entretient le séparateur à hydrocarbures tous les ans. Le dernier contrôle a été effectué le 24/05/2023 par la société BIAJOUX.</p> <p>Des mesures de qualité des eaux via plusieurs piézomètres sur le site de Belleville. Les paramètres mesurés sont les hydrocarbures et les métaux lourds (liste non-exhaustive).</p> <p>L'Inspection note que le mode de rejet, ainsi que les paramètres mesurés, ne correspondent pas aux prescriptions de l'arrêté du 18/10/1995. Toutefois, il est constaté lors de la visite terrain que la sortie du séparateur est connecté à un tuyau d'évacuation potentiellement relié au réseau public.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser le mode de rejet des effluents pluviaux du site (infiltration ou réseau public) et d'indiquer, par conséquent, si les polluants indiqués dans l'arrêté du 18/10/1995 sont bel et bien mesurés.</p> <p>En complément, il est demandé à l'exploitant de transmettre le plan du réseau de collecte des effluents pluviaux du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/10/1995, article VIII-5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Moyens</p>
<p>Prescription contrôlée : L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente une liste des extincteurs équipant le site : 5 extincteurs à poudre (dont un sur roues), 1 extincteur CO2, pas d'extincteurs à eau pulvérisée. Des produits absorbants, pelles et seaux sont également présents sur site.</p> <p>Lors de la visite de terrain, il est relevé par l'Inspection la présence d'un plan des équipements incendie qui n'est pas à jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'actualiser le plan des équipements incendie présents sur site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/10/1995, article VIII-8
Thème(s) : Risques chroniques, Équipe d'intervention
Prescription contrôlée : L'exploitant devra veiller à la formation sécurité de son personnel [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant affiche des consignes de sécurité à l'attention des transporteurs sur le site de Belleville. Pour le personnel habilité à intervenir sur l'ensemble des sites CHIMIREC, dont le site de Belleville, des formations « sécurité » sont prévues dans le cadre d'un plan de formation, et notamment le maniement des extincteurs (tous les ans). Des causeries sont aussi organisées (REX d'incidents,...).</p> <p>Un registre des formations est présenté par l'exploitant (base, citerne, FCO, ADR, risque chimique,...).</p> <p>La formation « extincteurs » a bien eu lieu en 2022 (le 01/04/2022, dispensée par la société CHUBB). En revanche, l'exploitant ne dispose pas de l'information pour l'année 2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre la liste des formations de sécurité prévues pour le personnel habilité à intervenir sur le site de Belleville, sous la forme d'un extrait du registre des formations.</p> <p>Il est également demandé à l'exploitant la date de la formation « extincteurs », dispensée courant de l'année 2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois